



**INTERVENTION FO Hte LOIRE (Roland THONNAT)
– Grève du 22 mars 2018**

J'interviens ici au nom des fonctionnaires FORCE OUVRIERE, les fonctionnaires territoriaux, les fonctionnaires hospitaliers, les fonctionnaires d'Etat.

Oui mes camarades, nous fonctionnaires, avons bien raison d'être en grève aujourd'hui 22 mars par milliers en Hte Loire et par centaines et centaines de milliers en France à l'appel de la CGT, de FORCE OUVRIERE, de SUD et de la FSU avec les organisations étudiantes et lycéennes.

Oui mes camarades, vous le savez, nous sommes victimes d'une agression de la part du gouvernement Macron qui s'inscrit dans la droite ligne des agressions perpétrées par les gouvernements précédents, le gouvernement de Sarkozy, le gouvernement Hollande et qui se traduit par la remise en cause du statut de fonctionnaire, par la suppression de milliers de postes, par le gel du point d'indice, par le recours aux contractuels, par la poursuite de la privatisation des services publics et le rétablissement du jour de carence.

Mais ce gouvernement veut aller plus loin, plus fort. Ce gouvernement veut tout simplement remettre en cause la démocratie élémentaire pour entraîner le pays dans un autre type de société, une société totalitaire.

Après avoir été élu sur les ruines des partis traditionnels qui appliquaient servilement les directives de l'Union Européenne, MACRON veut aujourd'hui se payer les syndicats et menace leur existence.

Il a commencé en promulguant les ordonnances qui ont fait disparaître les délégués des personnels et les CHS CT dans le privé. Il a remplacé ces instances par le Comité Social d'Entreprise qui n'est pas sans rappeler des structures créées en 1940. Il a limité à 3 le nombre de mandats offrant ainsi à l'issue de leurs mandats, la tête des représentants syndicaux des salariés sur le billot des patrons.

Et aujourd'hui au nom d'un pseudo « contrat social » dont il a déjà décidé du contenu, pseudo contrat qu'il prétend passer avec les syndicats et les fonctionnaires, MACRON veut condamner l'existence des CAP et des CHS CT dans la fonction publique comme il vient de le faire dans le privé et instaurer l'individualisation totale et sans limite dans la gestion des personnels.

En clair, MACRON, son premier ministre PHILIPPE et le ministre des comptes publics, le triste sire DARMANIN, veulent faire disparaître les syndicats indépendants.

Et bien, cela, mes chers camarades, cela ne peut que nous rappeler les heures noires de notre pays.

Mais il y a peut être loin de la coupe aux lèvres. Le président est certes aux ordres de la finance, aux ordres de ces milliardaires qui ont augmenté pour certains leurs profits de plus de 71% en 2017 et dont les revenus égalent le budget de la France.

Mais la grève d'aujourd'hui est plus qu'un avertissement. Elle se nourrit du mouvement des gardiens de prison, de la mobilisation des personnels des EHPAD, des premières mobilisations de lycéens et étudiants contre la réforme du BAC et la sélection à l'entrée de l'université.

Aujourd'hui les fonctionnaires manifestent avec les personnels de la Sécurité Sociale, avec les Cheminots. Dès aujourd'hui on annonce plus de 50% de trains qui ne circulent pas et ces mêmes cheminots vont engager dans les jours qui viennent, la mobilisation, contre la réforme de la SNCF qui vise à détruire leur statut et à privatiser pour offrir la SNCF sur un plateau aux amis de MACRON, ceux de la finance.

Alors la question qui nous est posée est donc la suivante : comment s'y prend -on, nous fonctionnaires pour faire reculer, avec nos syndicats, ce gouvernement ?

Tout le monde ici le sait, ce n'est pas en multipliant des journées d'action dispersées qui démobilisent, que nous allons y arriver !

La question posée n'est elle pas de travailler à constituer la grève, la vraie, celle pour gagner ?

En tout cas c'est aux fonctionnaires, aux cheminots, aux étudiants, et pourquoi pas, aux salariés du privé d'en discuter avec les syndicats.

C'est pourquoi à FORCE OUVRIERE, nous soumettons à tous ici, à nos collègues des autres syndicats la proposition d'organiser dans tous les secteurs, dans tous les services, les écoles, les établissements, des assemblées pour discuter, et pourquoi pas, décider lorsque les conditions vont être réunies, pour décider de la grève, la grève pour gagner sur nos revendications.